



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.4/Sub.2/1999/L.16  
13 août 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la promotion et de  
la protection des droits de l'homme  
Cinquante et unième session  
Point 2 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES,  
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SÉGRÉGATION,  
DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES  
COLONIAUX ET DÉPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ÉTABLI  
EN APPLICATION DE LA RÉOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION  
DES DROITS DE L'HOMME

M. Benqoa, M. Bossuyt, M. Diaz-Uribe, M. Eide, M. Fix-Zamudio,  
M. Goonesekere, M. Guissé, Mme Hampson, M. Joinet, Mme Motoc,  
M. Oloka-Onyang'o, M. Pinheiro et M. Sik Yuen : projet de résolution

1999/... La peine de mort, en particulier s'agissant des délinquants  
juvéniles

La Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de  
l'homme,

Réaffirmant l'évolution en faveur de l'abolition de la peine de mort en  
général, conformément à l'article 6, paragraphe 2, du Pacte international  
relatif aux droits civils et politiques et du deuxième Protocole facultatif  
s'y rapportant, visant à abolir la peine de mort, au Protocole No 6 à la  
Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés  
fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort, à l'article 4,  
paragraphe 2 et 3, de la Convention américaine relative aux droits de l'homme  
et au Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'homme  
traitant de l'abolition de la peine de mort,

Rappelant les résolutions 1998/8 et 1999/61 de la Commission des droits de l'homme, dans lesquelles la Commission s'est déclarée convaincue que l'abolition de la peine de mort contribuait au renforcement de la dignité humaine et à l'élargissement progressif des droits de l'homme,

Notant que la peine de mort est souvent imposée à l'issue de procès qui ne sont pas conformes aux normes internationales en matière d'équité et que les membres de minorités raciales, nationales ou ethniques semblent être de façon disproportionnée condamnés à la peine de mort,

Rappelant l'opinion de la Commission des droits de l'homme selon laquelle la peine de mort ne devrait pas être imposée ou appliquée à des personnes atteintes d'une forme quelconque de maladie mentale,

Se félicitant de la tendance, dans les États favorables au maintien de la peine de mort, à limiter le nombre d'infractions qui emportent la peine de mort,

Se félicitant aussi du fait que beaucoup de pays, tout en maintenant la peine de mort dans leur législation pénale, appliquent un moratoire sur les exécutions,

Réaffirmant l'interdiction de l'application de la peine de mort à des personnes âgées de moins de 18 ans au moment de la commission du crime, telle que consacrée à l'article 6, paragraphe 5, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à l'article 37, alinéa a, de la Convention relative aux droits de l'enfant, à l'article 5, paragraphe 3, de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, à l'article 77, paragraphe 5, du Protocole I et à l'article 6, paragraphe 4, du Protocole II additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949,

Prenant note des informations bien établies, présentées en annexe à la présente résolution, dont il ressort que depuis 1990 19 délinquants juvéniles auraient été exécutés dans six pays, à savoir l'Arabie saoudite, les États-Unis d'Amérique, l'Iran (République islamique d'), le Nigéria, le Pakistan et le Yémen, dix de ces exécutions ayant eu lieu aux États-Unis, et qu'en 1998 seuls les États-Unis d'Amérique auraient exécuté des délinquants juvéniles,

1. Condamne catégoriquement l'imposition et l'application de la peine de mort à des personnes âgées de moins de 18 ans au moment de la commission du crime;

2. Prie instamment tous les États qui maintiennent la peine de mort pour les délinquants juvéniles de s'engager à abolir la peine de mort pour les personnes âgées de moins de 18 ans au moment de la commission du crime.

3. Prie instamment tous les États qui maintiennent la peine de mort pour refus du service militaire ou pour désertion de ne pas appliquer la peine de mort lorsque le refus du service militaire ou la désertion résulte d'une objection de conscience à ce service;

4. Prie instamment tous les États qui maintiennent la peine de mort et qui n'appliquent pas un moratoire sur les exécutions, afin de marquer le millénaire, de commuer la peine des personnes condamnées à mort le 31 décembre 1999 au moins à une condamnation à la prison à vie et de s'engager à appliquer un moratoire sur les exécutions durant toute l'année 2000;

5. Prie la Commission des droits de l'homme de réaffirmer sa résolution 1999/61 à sa cinquante-sixième session;

6. Prie le Secrétaire général de faire rapport à la Sous-Commission, à sa cinquante-deuxième session, sur le nombre de délinquants juvéniles exécutés entre l'adoption de la présente résolution et le début de la prochaine session de la Sous-Commission ainsi que sur le nombre des exécutions en général pendant la même période;

7. Décide de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-deuxième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

Annexe

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'IMPOSITION ET L'APPLICATION DE LA  
PEINE DE MORT, DEPUIS LE 1ER JANVIER 1990, À DES PERSONNES ÂGÉES  
DE MOINS DE 18 ANS AU MOMENT DE LA COMMISSION DU CRIME

Arabie saoudite

Exécution : Sadeq Mal-Allah 3 septembre 1992

[Source : Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans son rapport à la Commission des droits de l'homme en 1993]

Ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant : 26 janvier 1996

Dans son rapport sur les mesures adoptées pour donner effet à la Convention, l'Arabie saoudite a déclaré ceci : "Il est à noter qu'en vertu de la loi islamique applicable dans le Royaume d'Arabie saoudite, les personnes n'ayant pas atteint l'âge de la puberté ne sont jamais condamnées à mort".

Droit interne : Aucune information indiquant que des propositions de loi en vue d'abolir la peine de mort pour les délinquants juvéniles seraient en discussion.

États-Unis d'Amérique

Exécutions :	Dalton Prejean	18 mai 1990
	Johnny Garrett	11 février 1992
	Curtis Harris	1er juillet 1993
	Frederick Lashley	28 juillet 1993
	Christopher Burger	7 décembre 1993
	Ruber Cantu	24 août 1993
	Joseph John Cannon	22 avril 1998
	Robert Anthony Carter	18 mai 1998
	Dwayne Allen Wright	14 octobre 1998
	Sean Richard Sellers	4 février 1999

L'État n'a pas ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant.

Droit interne : Aucune information indiquant que des propositions de loi visant à abolir la peine de mort pour les délinquants juvéniles au niveau national seraient en discussion.

Iran (République islamique d')

Exécutions :	Kazem Sharatkan	Mars 1990
	Trois adolescents	29 septembre 1992

Ratification de la Convention relative aux droits  
de l'enfant : 13 juillet 1994

Droit interne : Aucune information indiquant que des propositions de loi visant à abolir la peine de mort pour les délinquants juvéniles seraient en discussion.

Nigéria

Exécution : Chiebore Onuoha 31 juillet 1997

Ratification de la Convention relative aux droits  
de l'enfant : 19 avril 1991

Droit interne : Aucune information indiquant que des propositions de loi visant à abolir la peine de mort pour les délinquants juvéniles seraient en discussion.

Pakistan

Exécutions :	Un délinquant juvénile	15 novembre 1992
	Shamun Masih	30 septembre 1997

[Condamnation à la peine de mort par un tribunal militaire,  
mais acquittement du défendeur après intervention de la  
Commission pakistanaise des droits de l'homme

Mohammed Saleem                      Décembre 1998]

Ratification de la Convention relative aux droits  
de l'enfant : 12 novembre 1990

Droit interne : Le projet de loi relative aux délinquants juvéniles de 1995, s'il avait été adopté par le Parlement, aurait interdit l'application de la peine de mort à des personnes de moins de 16 ans (et non de 18 ans). Le projet de loi est en suspens depuis 1995.

Yémen

Exécution :                   Nasser Munir Nasser al'Kirbi                   21 juillet 1993

[Un autre délinquant juvénile aurait été exécuté en 1997, mais l'information n'est pas confirmée]

Ratification de la Convention relative aux droits  
de l'enfant : 1er mai 1991

Droit interne :            En octobre 1994, le Yémen a adopté un nouveau Code pénal qui exclut la peine de mort pour les personnes âgées de moins de 18 ans au moment de la commission du crime.

Sources d'information : Sauf indication contraire, Amnesty International, British Broadcasting Corporation et Libération.

-----